



PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
du Centre-Val de Loire

Blois, le 5 novembre 2019

Unité Départementale de Loir-et-Cher

Site concerné :

Plateforme Logistique de MER
ZAC des Portes de Chambord
Commune de MER

Exploitant :

Société AMF QSE
14, allée du Piot
ZAC Pôle Actif
30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX

Rapport de l'inspection des installations classées

à

**Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(PETE)**

1. Objet de la demande

Monsieur , l, président de la société PROLOGIS FRANCE XCI, et Monsieur , président de la société AMF QSE ont, par un courrier du 21 juillet 2017, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, porté à la connaissance de Monsieur le préfet de Loir-et-Cher, des modifications envisagées sur le site de la plateforme logistique implantée ZAC de Portes de Chambord sur le territoire de la commune de MER (41).

2. Historique administratif de la plateforme logistique / forme du « porter à connaissance »

La plateforme logistique de Mer a initialement été autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2006.151.6 du 31 mai 2006. Les installations constituées de 8 bâtiments (A, B, C ...H) relevaient alors de la directive SEVESO du fait la quantité de gaz inflammables liquéfiés susceptible d'être présente, fixée à 5100 tonnes.

Par la suite, les installations ont fait l'objet de 3 dossiers de « porter à connaissance » visant à obtenir des modifications d'installations :

- **Le premier, de mars 2007**, portait sur des modifications, définitives, concernant principalement les murs séparatifs entre cellules (prolongement des murs séparatifs entre cellules en saillie de la façade des bâtiments en remplacement du prolongement de ces murs dans le plan de la façade), et transitoires, portant en particulier sur le report de la construction de murs de recoupement dans plusieurs cellules de 6000 m² (ces murs sont prévus pour permettre de couper les cellules de 6000 m² en 2 cellules de 3000 m² afin d'y stocker des liquides inflammables), et de la mise en service du poste de garde et de la seconde centrale incendie à compter de la réalisation du 4^{ème} bâtiment d'entreposage.

Ces modifications ont été actées par les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2007.221.3 du 9 août 2007.

- **Le second, d'octobre 2007**, portait sur la modification des bâtiments B et C : reconfiguration des bâtiments en 3 cellules de 6000 m² reliés par une zone commune de réception expédition d'environ 5300 m² (initialement les bâtiments B et C ont été autorisés pour 39 000 m²). La demande a été faite pour le compte de 2 équipementiers automobiles (BRIDGESTONE et CONTINENTAL) qui souhaitent mutualiser leurs réceptions/expéditions de marchandises. Les modifications ont été actées par les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008.77.6 du 17 mars 2008.

- **Le troisième, de février 2009**, portait d'une part, sur la reconfiguration des bâtiments G et H, qu'il était prévu de regrouper en un seul bâtiment en forme de « L » permettant ainsi de l'équiper d'un quai fer capable d'accueillir un train complet et, d'autre part, sur une baisse significative des produits dangereux susceptibles d'être stockés sur la plateforme conduisant au déclassement du statut SEVESO du site. Ces modifications ont été actées par les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011.049.0030 du 18 février 2011 qui a abrogé les dispositions des arrêtés du 31 mai 2006, 9 août 2007 et 17 mars 2008 précités, principalement pour des facilités de lecture des dispositions applicables à l'établissement (un seul document à consulter).

Par un courrier du 6 mars 2017, Monsieur [redacted], agissant en qualité de gérant de la SARL AMF Qualité Sécurité Environnement, dont le siège social est sis 14, allée du Piot, ZAC Pôle Actif, 30660 Gallargues-le-Montueux, a déclaré à Monsieur le préfet de Loir-et-Cher, succéder à la société DERET LOGISTIQUE pour l'exploitation des installations de la plateforme logistique de MER (41), à compter du 1^{er} mars 2017. La preuve de dépôt n°20170045, valant récépissé, a été délivrée par la préfecture de Loir-et-Cher à la société AMF QSE pour ce changement d'exploitant.

Comme exposé ci-après et conformément à son annonce, Monsieur [redacted], agissant en qualité de gérant de la société AMF QSE a, par un courrier du 28 septembre 2017, déclaré à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher la mise à l'arrêt définitif de 4 bâtiments d'entreposage autorisés (D, E, G et H), parmi 8 figurants dans l'autorisation du 18 février 2011. Un procès-verbal donnant acte à cette cessation partielle d'activité a été rédigé par l'inspection des installations classées le 17 septembre 2018, et transmis à la société AMF QSE par un courrier préfectoral du 28 septembre 2018. A noter que sur l'emprise libérée par cette cessation d'activité, 2 bâtiments d'entreposage ont, après une procédure complète de demande d'autorisation avec enquête publique, respectivement été autorisés par les dispositions des arrêtés préfectoraux n°41-2018-11-26-002 du 26/11/2018 (bâtiment D) et n°41-2018-11-26-003 du 26/11/2018 (bâtiment E).

Forme du « porter à connaissance » :

Pour la société PROLOGIS FRANCE XCI, les éléments de « porter à connaissance » ont pris la forme d'un dossier accompagnant le courrier du 21 juillet 2017, reçu en préfecture le 31 juillet 2017. Pour la société AMF QSE, les éléments de « porter à connaissance » ont pris la forme d'un dossier d'août 2017 (révision 2), reçu en préfecture le 22 août 2017.

Dans le courrier du 21 juillet 2017, les pétitionnaires ont précisé que suite à la vente au profit de la société PROLOGIS des 3 seuls bâtiments (B, C et F) construits et exploités de la plateforme (sur les 8 autorisés), et du reste de cette plateforme et de l'arrêté préfectoral global à la SCI Orléans Mer Logistics Investments détenue par les sociétés d'assurance du groupe AXA, la ZAC des portes de Chambord faisait l'objet d'une copropriété.

Dans ce contexte, les 2 investisseurs n'ayant aucun lien financier ou organisationnel entre eux, le porter à connaissance visait également à obtenir une scission de l'arrêté préfectoral au profit de chacune des parties intéressées.

La demande précisait également que pour 4 bâtiments de la plateforme non construits (D, E, G et H) une demande de cessation partielle d'activité allait être déposée.

Seul le bâtiment A, non encore construit mais pour lequel la société AMF QSE a souhaité conserver le bénéfice de l'autorisation, a été écarté de la cessation d'activité et fait l'objet du « porter à connaissance » du 22 août 2017 précité puisqu'il est prévu d'y apporter quelques modifications.

Suite à une rencontre avec les représentants des sociétés AMF QSE et PROLOGIS le 15 février 2018, l'inspection des installations classées leur a, par un courriel du 26 février 2018, fait part de remarques et observations portant sur les dossiers de « porter à connaissance » de juillet et août 2017.

En outre, il a été précisé aux 2 sociétés qu'un « porter à connaissance » réalisé en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, tout comme une demande de scission d'un arrêté préfectoral d'autorisation, ne pouvait être porté que par le titulaire de cette autorisation (dans le cas présent la société AMF QSE).

Pour prendre en compte les éléments précités, un dossier complémentaire porté par la société AMF QSE et compilant en particulier les « porter à connaissance » de juillet et août 2017 a été reçu au service d'inspection le 7 mai 2018. C'est ce dernier dossier qui est à l'origine du présent rapport qui intègre également les éléments d'un nouveau dossier de « porter à connaissance » du 5 juin 2019, présenté par la société AMF QSE.

Le nouveau dossier de porter à connaissance concerne le seul bâtiment A et vise à y apporter la principale modification suivante :

- possibilité d'admettre en stockage dans toutes les 6 cellules de 6000 m² des climatiseurs dans leur emballage de transport, soit environ 33 000 appareils, représentant une quantité d'environ 56 000 kg de fluides frigorigènes (R134A, R32, R410A et R744). Les fluides (gaz à effet de serre fluorés) étant contenus dans des récipients (réservoirs) d'une capacité unitaire inférieure à 400 litres, l'installation est classée sous le régime de la déclaration par référence à la rubrique 1185-3-1-b).

3. Présentation des éléments du porter à connaissance de mai 2018 complété en juin 2019 .

Le porter à connaissance est porté par la société AMF QSE mais se présente en 2 parties (Bâtiment A et Bâtiments B, C, F) puisque le pétitionnaire a précisé qu'un changement d'exploitant était prévu pour les bâtiments B, C et F au profit de PROLOGIS FRANCE XCI. A terme, seul le bâtiment A resterait exploité par AMF QSE.

3.1 Bâtiment A (non construit) :

Les principales modifications sollicitées pour le bâtiment A portent sur :

- ✓ Son orientation : Il est prévu de retourner le bâtiment à 180°. Cette modification vise à déplacer les quais de la façade sud-ouest vers la façade nord-est, ce qui conduit à éloigner l'entrepôt de la bretelle d'accès à l'autoroute A10 et de la gare de péage de ce dernier, permettant par la même occasion une augmentation des stockages dans les cellules de ce bâtiment du fait de la réduction des effets thermiques côté quais (initialement les premiers racks de stockage étaient à environ 25 m des limites de propriété contre 70 m avec la modification proposée).
Le retournement du bâtiment conduit également au déplacement vers le nord-est des voiries principales et de la cour camions.
- ✓ La réorganisation du nombre et de la taille des cellules, sans augmentation de la surface totale. Il est prévu 5 cellules de 6000 m² pour accueillir des combustibles classiques et 2 cellules de 3000 m² pour des liquides inflammables (ces 2 cellules pourront être rassemblées pour n'en former qu'une seule et accueillir des combustibles classiques), dont une pourra être recoupée en 2 cellules de 1500 m², dont une seule pourra accueillir des aérosols. Il est aujourd'hui autorisé 8 cellules de 3000 m² pour des liquides inflammables, dont 4 peuvent être recoupées en cellules de 1500 m² pour des aérosols, et 2 cellules de 6000 m² pour des combustibles classiques.
- ✓ Les dispositions constructives des cellules qui portent principalement sur le remplacement des murs séparatifs entre cellules, initialement prévus REI 240, qu'il est prévu de passer en REI 120.
Par ailleurs, pour limiter l'étendue des flux thermiques générés en cas d'incendie, il est prévu que le pignon nord-ouest soit également REI 120 tout comme la façade sud-ouest, sauf pour les cellules 1 et 2 dont la façade sud-ouest sera REI 240.
- ✓ L'augmentation des quantités de matières combustibles « classiques » (1510, 1530, 1532, 2662 et 2633) susceptibles d'être stockées, et une diminution du nombre de cellules de 3000 m² susceptibles de recevoir des liquides inflammables et des alcools de bouche (passe de 6 à 2), et des cellules de 1500 m² susceptibles de recevoir des aérosols (passe de 8 à 1). Ce point est développé au 3.1 ci-dessous.

- ✓ La possibilité de stocker des climatiseurs dans les 6 cellules de 6000 m². 33 000 appareils, représentant une quantité de 56 000 kg de fluides frigorigènes (R134A, R32, R410A et R744). Les fluides (gaz à effet de serre fluorés) étant contenus dans des récipients (réservoirs) d'une capacité unitaire inférieure à 400 litres. L'installation est classée sous le régime de la déclaration par référence à la rubrique 1185-3-1-b) de la nomenclature des installations classées.
- ✓ L'éloignement des cellules susceptibles de contenir des matières dangereuses de la bretelle d'accès à l'autoroute A10.
- ✓ Le déplacement du local sprinkler vers la façade de la cellule 3 (coté quai,) en limite de la cellule 4.
- ✓ L'augmentation, de 1 à 3, des locaux de charge d'accumulateurs placés à l'extérieur des cellules de stockage.
- ✓ La réduction du périmètre d'exploitation.

3.2 Bâtiments B, C et F (construits) :

Les principales modifications sollicitées pour les bâtiments B, C et F portent sur :

- ✓ La réduction du périmètre d'exploitation (mêmes raisons que celles précisées ci-dessus pour le bâtiment A).
- ✓ L'accueil de matières plastiques (2662 et 2663) dans la cellule F5. Ne sont jusqu'à présent admis dans cette cellule de 1116 m² que des combustibles classiques (1510 et 1530).
- ✓ L'utilisation de la cellule F6 de 1470 m² qui n'est aujourd'hui pas destinée au stockage mais uniquement au passage à quai et à la préparation de commandes. La demande vise à considérer cette cellule comme une cellule de stockage pour y admettre des combustibles classiques (1510, 1530 et 1532) et des plastiques (2662, 2663).

À noter que dans la mesure où les bâtiments sont déjà construits aucune modification de leur structure n'est prévue.

4. Examen de la substantialité de la demande

Une modification est considérée comme substantielle (et rend nécessaire le dépôt d'un nouveau dossier d'autorisation environnementale), si au moins un des critères mentionnés à l'article R.181-46 du code de l'environnement est rempli, à savoir :

- 1) La modification de l'installation « en constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 » ;
- 2) La modification de l'installation « atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement » ;
- 3) La modification de l'installation « est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ».

4.1 La modification constitue-t-elle une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ?

Au titre de la réglementation sur les ICPE, les modifications sollicitées pour les bâtiments A, B, C et F, ne constituent pas une nouvelle activité permanente.

Au titre des unités de mesure de la nomenclature des ICPE, le tableau synthétique ci-dessous met en avant qu'il n'y a pas d'extension des capacités en regard de la situation actuellement autorisée, ni de franchissement de seuil conduisant à un nouveau régime de classement.

Rubrique (nouvelle)	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée en 2011* = X et régime	Quantité prévue pour le bâtiment A = Y et régime	Quantité prévue pour les bâtiments B, C et F = Z et régime	Différence ente les quantités initialement autorisées et les nouvelles quantités prévues X - [Y+Z]
4320 et 4321	Aérosols	104,8 tonnes Régime : DC	83 tonnes Régime : D	interdit	21,8 tonnes
1436, 4331 et 4734-2	Liquides inflammables	2440 tonnes Régime : A	1480 tonnes Régime A (pas de produits 4734)	740 tonnes Régime : DC pour 1436, E pour 4331 et NC pour 4734	229 tonnes
1510	Entrepôt	1 980 000 m³ Régime : A	397 700 m³ Régime : A	720 819 m³ Régime : A	861 481 m³
1530	Papiers et cartons	250000 m³ Régime : A	98 630 m³ Régime : A	146 682 m³ Régime : A	4688 m³
1532	Bois	250000 m³ Régime : A	98 630 m³ Régime : A	146 682 m³ Régime : A	4688 m³
4755-1 4755-2	Alcools de bouche	4950 m³, soit 4950 tonnes Régime : A	1740 m³, soit 1480 tonnes Régime : A pour 4755-2, NC pour 4755-1	870 m³, soit 740 tonnes Régime : A pour 4755-2, NC pour 4755-1	2340 m³
2662	Polymères	165 000 m³ Régime : A	63 000 m³ Régime A	101 950 m³ régime A	50 m³
2663-1	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse est composée de polymères. État alvéolaire	132 000 m³ Régime : A	51 384 m³ Régime : A	80 569 m³ Régime : A	47 m³
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse est composée de polymères. État autre qu'alvéolaire	149 600 m³ Régime : A	58 240 m³ Régime : A	91 306 m³ Régime : A	54 m³
2910-A	Combustion	13,13 MW Régime DC	1,6 MW Régime : NC	4,03 MW Régime : DC	7,5 MW
2925	Charge d'accumulateurs	2700 kW Régime : D	600 kW Régime : D	900 kW régime : D	1200 kW
1185-3 1b	Gaz à effet de serre fluorés	0 tonne	55 734 kg régime D	0 tonne	- 55 734 kg

* situation pénalisante, sauf pour les combustibles classiques : cf commentaires ci-dessous.

Régimes : A = autorisation, D= Déclaration, DC = Déclaration avec contrôle périodique et NC = Non Classé.

Comme indiqué ci-dessous, même s'il n'y a pas d'extension des capacités en regard de la situation actuellement autorisée, sauf pour le stockage de climatiseurs qui relève cependant du régime déclaratif, ni de franchissement de seuil conduisant à un nouveau régime de classement, il convient de préciser que pour les produits combustibles classiques (1530, 1532, 2662 et 2663) les quantités maximales admises sont comparables à celles autorisées en 2011, avec une diminution très significative des volumes d'entreposage autorisés. A noter cependant que pour les polymères (2662 et 2663) il est prévu une hauteur de stockage pouvant aller jusqu'à 10,60 m dans le bâtiment A, contre 8 m actuellement.

Pour les combustibles classiques précités (1530, 1532, 2662 et 2263), en comparaison des quantités autorisées le 31 mai 2006 (dossier mis en enquête publique), il convient également de préciser qu'il y a une augmentation d'au plus 10 % de ces produits mais une diminution importante des produits dangereux visés par cette dernière autorisation qui conférerait à l'établissement le statut de « SEVESO seuil haut ».

Concernant le bâtiment A, qui reste à construire, le pétitionnaire a précisé dans son dossier que ce bâtiment « était titulaire d'un permis de construire en cours ».

A l'appui des éléments exposés ci-avant, l'inspection des installations classées est amenée à considérer que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement. Dans ce contexte, la substantialité de la demande s'apprécie au regard des critères 2 et 3 précités.

4.2 La modification atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement

Classement SEVESO :

La première autorisation du site du 31 mai 2006 portait sur un établissement SEVESO, seuil haut. En 2011, pour que la troisième modification des installations soit acceptée sans mise en œuvre d'une nouvelle procédure complète, le pétitionnaire a proposé de réduire les quantités de matières dangereuses susceptibles d'être présentes dans les bâtiments. Dans ces conditions, le site est passé sous les seuils SEVESO (seuil haut et seuil bas). Cet abaissement des seuils a en particulier été acté par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 février 2011.

Dans le cadre du porter à connaissance objet du présent rapport l'exploitant a positionné son projet en regard des critères de classement de la directive SEVESO. De cet examen il ressort que pour les bâtiments A, B, C et F regroupés, ou A séparé des B, C et F dans le cadre du projet de scission en 2 autorisations, aucun seuil SEVESO (haut au bas) n'est franchi, que ce soit par dépassement direct ou par application de la règle du cumul.

Utilisation de COV :

Les modifications proposées n'entraînent pas de dépassement des seuils fixés par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement (utilisation de solvants organiques). En conséquence, les demandes de modifications et d'aménagements ne requièrent pas d'évaluation environnementale ou de cas par cas au regard de ces textes réglementaires.

À l'appui des éléments précités, la modification n'est pas considérée comme substantielle par référence au critère 2 susvisé.

4.3 La modification est « de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3. »

4.3.1 inconvénients (impacts) résultant des modifications sollicitées.

4.3.1.1 Bâtiment A :

Les éléments exposés dans le dossier de porter connaissance, pour ce qui concerne les inconvénients résultant des modifications apportées au bâtiment A sont, pour les principaux, exposés ci-après.

Paysage /environnement du site :

Comme pour le projet initial le pétitionnaire s'est engagé à allier le fonctionnel à l'esthétique du bâtiment. Les couleurs seront déclinées du gris clair au gris foncé, tout comme les bâtiments déjà en exploitation. Concernant les emprises du bâtiment, des voiries et des espaces verts, elles seront quasiment identiques à celles du projet initial. Seul le retournement du bâtiment à 180° devrait modifier légèrement l'impact visuel du projet qui reste cependant situé en zone industrielle. Les quais seront orientés vers la RD 205, en direction de la gare de péage de l'A10, et non plus vers l'intérieur de la ZAC.

Faune /Flore :

Avant l'autorisation de la base logistique le site était principalement concerné par des cultures intensives bordées de boisements avec des potentialités limitées pour l'accueil d'une faune diversifiée. Dans le cadre du projet, une étude faune/flore a été réalisée à l'appui d'inventaires de terrain pour évaluer et caractériser les potentiels écologiques du site.

Concernant la flore, l'étude précise que le site présente une diversité et des enjeux faibles.

Concernant la faune, le bureau d'études précise que l'aire d'études présente un enjeu de conservation faible pour les insectes, les reptiles, les amphibiens, les mammifères terrestres, et entre faible à moyen pour les oiseaux nicheurs et les chauves-souris. Cependant, certaines espèces rencontrées telles que le lézard des murailles, le crapaud calamite, la grenouille verte, le triton crêté, l'œdicnème criard et les chauves-souris, constituent une contrainte réglementaire à prendre en compte. Dans ce contexte, une mesure d'évitement et 8 mesures de réduction ont été proposées, ainsi que l'accompagnement du chantier par un ingénieur écologue.

Natura 2000 :

Le projet se trouve en limite de la ZPS « Petite Beauce », dont il est séparé par l'autoroute A10. L'étude d'incidence du projet sur le site Natura 2000 présente la conclusion suivante : « *Le projet n'est pas de nature à porter atteinte aux objectifs de conservation des espèces d'intérêt communautaire à l'origine du site Natura 2000* ».

Eau :

Dans le cadre de la séparation des bâtiments de la plate-forme logistique, l'eau potable dédiée au bâtiment A proviendra exclusivement du réseau public de distribution. Il est estimé une consommation d'environ 2000 m³ par an sur une base de 50 litres par personne pour 286 jours travaillés. Concernant les eaux sanitaires dont la charge sera inchangée en regard de la situation initiale, elles seront acheminées vers la station d'épuration de la ville de Mer avec laquelle une convention de déversement sera conclue.

Concernant les eaux exclusivement pluviales (toitures en particulier), elles seront traitées dans les mêmes conditions qu'initialement prévues.

Les eaux des voiries seront regroupées et traitées par un séparateur d'hydrocarbures en sortie de parcelle avant de rejoindre le réseau de la ZAC (bassin de 20 900 m³).

Une vanne placée en sortie du réseau des eaux pluviales (voiries et autres) permettra de maintenir sur le site tout écoulement accidentel.

Air :

Concernant les rejets atmosphériques, le bâtiment A disposera d'une chaufferie équipée d'une chaudière gaz de 1,6 MW comme initialement prévu. La situation future est donc comparable à la situation actuelle.

Bruit :

Concernant le bruit, le dossier fait remarquer que la ZAC des portes de Chambord a connu une expansion importante et que de nouvelles entreprises se sont installées dans la zone, et précise que les modifications successives de la base logistique n'ont pas modifié les sources sonores du site dont la principale reste le bruit induit par le trafic routier. Les modifications apportées au bâtiment A, dont les principales portent sur son retournement (rotation à 180°) et sur l'augmentation des volumes de stockage sans augmentation du trafic routier global, ne seront donc pas l'origine de bruits supplémentaires.

S'agissant des valeurs limites réglementaires en limite du site d'exploitation et d'urgence dans les zones à urgence réglementée, l'exploitant s'engage à les respecter et à réaliser une mesure dans les 3 mois après la mise en service du bâtiment.

Déchets :

Dans le cadre du projet, l'activité et la surface du bâtiment n'étant pas modifiées, la typologie des déchets générés ne sera en conséquence pas non plus modifiée, et les quantités produites seront semblables à celles qu'aurait produit le bâtiment A dans sa précédente configuration.

Concernant la gestion des déchets, qui privilégiera le tri à la source et la valorisation matière, le dossier précise que les déchets seront pris en charge par des prestataires autorisés pour leur collecte, leur transport, leur tri, leur élimination ou leur valorisation. Dans le cas de déchets dangereux (produits endommagés, fuyards, etc), il est prévu de les stocker sur bac de rétention et de les éliminer conformément à la réglementation en vigueur (émission d'un bordereau de suivi des déchets dangereux).

Trafic routier :

Sur la base des éléments d'appréciation du trafic figurant dans le dossier de l'autorisation initiale, et en intégrant les modifications successives autorisées de la plateforme logistique, le trafic poids-lourds lié au seul bâtiment A avant modification est évalué à 114 poids-lourds par jour. Dans le cadre du projet il est estimé un trafic moyen de 80 poids-lourds par jour avec des pics pouvant atteindre 125 poids-lourds. Dans ce contexte, l'impact sur le trafic des modifications envisagées sur le bâtiment A est négligeable.

4.3.1.2 Bâtiments B/C et F :

Dans la mesure où ces bâtiments sont déjà construits et exploités et qu'il n'est pas prévu de les modifier, leur impact sur l'environnement reste inchangé en regard de la situation actuelle.

4.3.2 Dangers résultant des modifications sollicitées.

4.3.2.1 Bâtiment A :

Dans le cadre des modifications sollicitées pour le bâtiment A, le dossier précise que les risques externes, qu'ils soient naturels (séisme et foudre) ou anthropiques (installations voisines, transport routier et ferroviaire, transport souterrain de gaz et actes de malveillance), restent identiques à la situation autorisée, sauf évolutions réglementaires à considérer pour le séisme et la foudre.

Pour le séisme, le dossier précise que le projet est en zone de sismicité 1, c'est-à-dire très faible. L'établissement étant par ailleurs de catégorie d'importance II, il n'est pas soumis à des prescriptions parasismiques particulières.

Pour la foudre, le dossier présente une analyse du risque foudre (ARF) et une étude technique (ET), en application de l'arrêt ministériel du 4/10/2010 modifié. Le dossier précise que les mesures de protection identifiées dans la cadre de l'étude précitée seront prises en compte au moment de la consultation des entreprises et de la réalisation des travaux.

A noter que le SDIS 41, consulté par la préfecture de Loir-et-Cher le 20/03/2017 a fait part de quelques observations reprises dans la proposition d'arrêté préfectoral jointe au présent rapport.

Dangers liés aux produits stockés :

Le dossier précise qu'il est prévu de conserver la diversité des produits tels qu'autorisés à l'origine (matières combustibles, matières plastiques compactes, matières plastiques expansées, liquides inflammables, alcools de bouche et générateurs d'aérosols) en y ajoutant le stockage de climatiseurs contenant des fluides frigorigènes. Ces produits présentent des risques d'incendie (avec un développement rapide si le fluide est du R32) avec éclatement possible de l'enveloppe du réservoir, les gaz étant maintenus sous pression. Concernant le risque d'atmosphère explosive, le dossier précise qu'il est exclu du fait des quantités présentes par équipement et du volume des cellules de stockage.

Risques présentés par les installations :

Le dossier de demande d'autorisation initiale a fait l'objet d'une évaluation des risques montrant que l'incendie des cellules de stockage était susceptible de porter atteinte aux intérêts protégés par les articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement. En conséquence, des scénarios d'accidents issus de l'analyse des risques ont fait l'objet d'une évaluation de leurs conséquences prévisibles sur l'environnement.

Les modélisations ont concerné toutes les cellules du bâtiment A selon différentes combinaisons de stockages possibles, à savoir :

- incendie d'une cellule (6000 m²) stockant des combustibles classiques (1510, 1530 et 1532) ;
- incendie d'une cellule (6000 m²) stockant des matières expansées (2662/2663) ;
- incendie d'une cellule (3000 m²) stockant des liquides inflammables (hydrocarbures et éthanol) ;
- incendie d'une cellule (1500 m²) stockant des boîtiers générateurs d'aérosols.

Il est ressorti de ces modélisations que les flux thermiques supérieurs ou égaux à 3 kW/m² restaient contenus dans l'emprise du site, ce dernier étant constitué de la plate-forme abritant les 8 bâtiments d'entreposage initialement autorisés.

En ce qui concerne la dispersion de fumées toxiques, les modélisations réalisées dans l'étude de dangers n'ont pas mis en évidence d'atteinte des seuils irréversibles ou létaux au niveau du sol, quelles que soient les conditions météorologiques ou les combustibles étudiés.

Concernant l'opacité des fumées générées en cas d'incendie, les caractéristiques du stockage (pneumatiques) avaient conduit le dossier de 2007 à évaluer cette opacité, pour conclure à une absence de gêne pour les véhicules circulant sur l'A10 proche.

Pour le projet de modification du bâtiment A, de nouvelles modélisations ont été utilisées à l'aide du logiciel FLUMILOG (qui n'existait pas lors des premières modélisations), pour l'incendie de matières combustibles de (type 1510, 1530, 1532, 2662/2663) et de liquides inflammables (types de produits : hydrocarbures et éthanol).

Pour les gaz inflammables liquéfiés, les modélisations initiales réalisées à l'aide du guide INERIS DRA 006 4 de septembre 2012 ont été reprises, les cellules conservant les mêmes dimensions et les mêmes quantités stockées.

Il a également été étudié différents scénarios d'incendie généralisé à 3 cellules dans les cas où la durée d'incendie dans la cellule initiatrice de l'événement était supérieure à 2 heures puisque les murs séparatifs passent avec le projet de REI 240 à REI 120.

Les cas suivants ont ainsi été étudiés :

- incendie à 3 cellules de 6000 m², contenant des produits de type, 1510, 1530 et 1532 ;
- incendie à 3 cellules, une de 6000 m² contenant des produits type 1530, les 2 autres de 3000 m² chacune contenant des liquides inflammables (hydrocarbures) ;
- incendie généralisé à 3 cellules, une de 1500 m² contenant des aérosols, les 2 autres de 1500 m² et 3000 m² contenant des liquides inflammables (hydrocarbures).

Concernant le stockage de climatiseurs, aucune modélisation n'a été réalisée. Sur ce point, le dossier de juin 2019 précise : « Les climatiseurs sont composés majoritairement de parties métalliques, de parties plastiques et la quantité de gaz inflammable représente une faible part par appareil. Ainsi, les modélisations réalisées pour des stockages de matières plastiques dans le cadre du dossier déposé en 2008, et en cours d'instruction peuvent être réutilisées ».

Pour la canalisation de transport de gaz située à proximité de la limite du site, mais dans son emprise (coté façade sud-est du bâtiment) le dossier précise pour chacune des modélisations incendie réalisée : « En ce qui concerne la canalisation de transport de gaz naturel cette dernière étant enterrée, elle ne sera pas susceptible d'être atteinte en cas d'incendie ».

Pour l'opacité et la toxicité des fumées générées en cas d'incendie, le dossier précise que seule la bretelle d'accès et la gare de péage de l'A10 risque de présenter une perte de visibilité. Concernant la toxicité des fumées, les doses correspondant aux effets irréversibles, létaux et létaux significatifs ne sont pas atteintes quelles que soient les conditions météorologiques et les hauteurs étudiées.

Conclusion sur l'évaluation des risques :

Les représentations graphiques des modélisations sont reprises en annexe 1 au présent rapport.

La conclusion de l'évaluation des risques présentée dans le dossier est la suivante :

« Les modélisations montrent un impact potentiel en dehors de la limite d'exploitation en cas d'incendie d'une ou plusieurs cellules du bâtiment A. Les flux thermiques de 3 et 5 kW/m² sont susceptibles d'impacter la société PROLOGIS ou la société AMF QSE exploitant du bâtiment D.

Chez PROLOGIS, les effets thermiques sont susceptibles d'impacter la voie de desserte de ses bâtiments et l'espace vert situé au nord-est du bâtiment C. En aucun cas la réserve foncière du bâtiment B n'est impactée par les effets thermiques du bâtiment A.

Les conséquences pour la société AMF QSE Bâtiment D sont différentes, le flux thermique de 3 kW/m² est susceptible d'impacter les locaux techniques accolés aux cellules 3 et 6 (local sprinkler, local de charge et local surpresseur pour l'alimentation des colonnes sèches), ainsi que les voies engins.

La plateforme logistique faisant l'objet d'une copropriété, des parties communes ont été définies entre les propriétaires. Ces parties communes ont été attribuées au lot n°6, elles concernent les voiries d'accès, les espaces verts (notamment l'espace boisé situé au sud-est du bâtiment A) et l'éclairage des voies communes. Ces parties seront gérées par une ASL (Association Syndicale Libre) qui en assurera l'entretien et la répartition des charges entre les propriétaires.

L'espace boisé impacté par les flux thermiques de 3, 5 et 8 kW/m² pourra faire l'objet de servitudes non aedificandi dans les zones impactées par les flux thermiques ».

Concernant le respect des distances d'éloignement fixées par les dispositions de l'arrêt ministériel du 11/04/2017 relatif aux entrepôts, la conclusion de l'étude après avoir précisé qu'en application des dispositions de l'arrêt ministériel précité qui dispose que « Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire », précise :
« Il ressort des modélisations que :

- La distance atteinte par le seul des effets thermiques de 5 kW/m², n'impacte pas en cas d'incendie d'une cellule prise individuellement : des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation ;
- La distance atteinte par le seul des effets thermiques de 3 kW/m², n'impacte pas en cas d'incendie d'une cellule prise individuellement : des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP), des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau, des voies routières à grande circulation.

Ainsi, du point de vue de l'Arrêté Ministériel susmentionné, l'implantation du bâtiment A est compatible avec son environnement.

A noter que dans la configuration autorisée, des effets thermiques sur les voiries de dessertes étaient également constatés. Cependant, ces derniers n'ont pas fait l'objet d'une analyse détaillée puisque ces dernières faisaient partie intégrante du périmètre d'exploitation du site dans son ensemble ».

Concernant la maîtrise de l'urbanisation le dossier précise :

« Les effets létaux significatifs ne sortent pas de la limite d'exploitation du site.

Les effets létaux sont susceptibles d'impacter la voie de circulation privée ou commune de la ZAC, et les espaces verts du bâtiment C.

Ces installations impactées étant des ICPE soumises au régime de l'autorisation, elles sont compatibles avec cet environnement.

L'exploitant du bâtiment A intégrera dans son POI, les exploitants des bâtiments B, C, F et D ».

Il n'y aura donc pas lieu de restreindre l'urbanisation sur les zones impactées par les effets létaux ».

4.3.2.2 Bâtiments B/C et F :

Risques présentés par les installations :

Le dossier précise que les potentiels de danger sur le site sont principalement dédiés aux produits, et que pour les bâtiments B/C et F, les produits initialement déclarés (dossier de demande d'autorisation et « porter à connaissance » successifs) resteront inchangés, à savoir :

- stockage de matières combustibles (type 1510, 1530 et 1532) dans l'ensemble des cellules des bâtiments B/C et F ;
- stockage de matières plastiques compactes ou expansées (type 2662/2663) dans l'ensemble des cellules des bâtiments B/C et F ;
- stockage de pneumatiques dans les cellules des bâtiments B et C ;
- stockage de liquides inflammables ou d'alcools de bouche dans la cellule F4.

Les seules modifications sollicitées portent sur l'affectation des stockages et sont les suivantes :

- admettre un stockage de plastiques dans la cellule F5 (initialement interdit) ;
- considérer la cellule F6 comme une cellule de stockage, pour un stockage en rack (initialement dédiée au passage à quai et à la préparation de commandes) ;
- considérer la zone de transit des bâtiments B et C, comme une zone de stockage (initialement stockage de pneumatiques admis en période d'activité pour une quantité maximale de 300 tonnes).

Pour rappel, des simulations des flux thermiques générés en cas d'incendie avaient été réalisées lors du dossier initial pour l'ensemble des bâtiments, puis dans le dossier de porter à connaissance de juin 2007 pour les bâtiments B et C, dans le cadre d'un stockage de pneumatiques non prévu initialement.

Ces simulations ont mis en avant que le flux thermique de 3 kW/m² correspondant à la limite des effets irréversibles était maintenu dans l'emprise du site, sauf pour un petit secteur au niveau du bassin de gestion des eaux pluviales de la ZAC.

Afin de s'assurer que le nouveau découpage du site de MER n'entraîne pas de risques supplémentaires, de nouvelles simulations des flux thermiques ont été réalisées à l'aide de l'outil FLUMILOG.

Les modélisations ont concerné toutes les cellules des bâtiments, selon les dispositions constructives propres des cellules, et les combinaisons de stockage suivantes ;

Bâtiments B et C et zone de transit commune aux 2 bâtiments :

- Stockage de matières combustibles (type 1510, 1530 et 1532) dans chaque cellule ;
- Stockage de matières plastiques (type 2662, 2663) dans chaque cellule ;
- Stockage de « pneumatiques » dans chaque cellule.

Pour les produits de type 1530 et 1532, les durées d'incendie obtenues étant de l'ordre de 260 minutes, des effets domino sont possibles (les murs entre cellules sont coupe-feu 4 heures : 240 minutes). Dans ce contexte, l'incendie généralisé à 3 cellules a été étudié.

De l'ensemble de ces modélisations il ressort que dans le cas d'un incendie d'une cellule seule ou d'un incendie généralisé :

→ le flux de 8 kW/m² ne sort pas des limites de propriété. Aucun effet domino n'est donc à redouter sur les autres bâtiments de la base logistique.

→ le flux de 5 kW/m² impacte la voie de desserte de l'entrepôt au Sud de la cellule C3. Les autres flots de la base logistique appartenant à des tiers ne sont pas impactés par le flux de 5 kW/m².

→ le flux thermique de 3 kW/m² sort des nouvelles limites de propriété :

- au Nord-Est de la cellule C3,
- au Sud-Est des cellules C1, C2 et C3,
- au Sud de la cellule C3.

Ces flux de 3 kW/m² impactent la voie de desserte de l'entrepôt mais également une faible superficie du lot n°5 (bâtiment E), du lot n°1 (bâtiment A) et du lot n°3 (bâtiment D).

Bâtiments F :

- Stockage de produits de type 1510, 1530, 1532 et 2663 dans chaque cellule ;
- Stockage de liquides inflammables dans la cellule F4 (modélisation réalisées avec éthanol et hydrocarbures).

Pour les produits de type 1530 et 1532, les durées d'incendie obtenues étant de l'ordre de 250 minutes, des effets domino sont possibles (les murs entre cellules sont coupe-feu 4 heures : 240 minutes). Dans ce contexte l'incendie généralisé à 3 cellules a été étudié. Pour ce faire 3 modélisations ont été réalisées :

- incendie des cellules F1, F2 et F3 ;
- incendie des cellules F2, F3 et F4' (F4' correspond aux cellules F4, F5 et F6 regroupées).

De l'ensemble de ces modélisations il ressort que dans le cas d'un incendie d'une cellule seule ou d'un incendie généralisé :

→ le flux de 8 kW/m² ne sort pas des nouvelles limites de propriété. Aucun effet domino n'est donc à redouter sur les autres bâtiments de la base logistique.

→ le flux de 5 kW/m² sort sur le bassin de collecte des eaux pluviales de la ZAC (cas d'un stockage de produits de type 1530/1532 dans la cellule F6).

→ le flux thermique de 3 kW/m² sort des nouvelles limites de propriété :

- au Sud-Est des cellules F2, F3 et F4,
- au Sud de la cellule F5 (bassin de collecte des eaux pluviales de la ZAC),
- à l'Ouest de la cellule F6 (bande paysagère en limite du site).

En conclusion sur le risque incendie des bâtiments B, C et F, l'étude présente la conclusion suivante :

« Les modifications apportées (modification des limites de propriété, stockage de plastiques dans la cellule F5, stockage en racks dans la cellule F6 et dans la zone de transit B § C) n'entraînent pas de risque notable par rapport au dossier initial.

Les règles d'implantation mentionnées dans l'article 2 de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 y compris lorsqu'ils relèvent de rubriques 1530, 1532, 2662, 2663 sont respectées ».

Concernant le risque de dispersion de fumées toxiques en cas d'incendie, il est précisé dans la demande que les dispersions réalisées dans le cadre du dossier de demande d'autorisation initiale n'ont pas mis en évidence l'atteinte de seuils irréversibles ou létaux au niveau du sol quelles que soient les conditions météorologiques ou les combustibles étudiés, et que les modifications apportées aux installations n'engendreront pas une modification du risque toxique (dégagement de fumées en cas d'incendie) et du risque de perte de visibilité au niveau de l'autoroute. quelles que soient

La représentation graphique des flux thermiques majorants (courbe enveloppe) figure en annexe 2 au présent rapport.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Comme rappelé et détaillé en tête du présent rapport, la plate-forme logistique de Mer a, depuis son autorisation initiale du 11 mai 2006, fait l'objet de plusieurs dossiers de « porter à connaissance » qui ont tous été traités par le biais de prescriptions complémentaires à l'autorisation initiale précitée.

Par un nouveau dossier de « porter à connaissance » reçu, pour sa version finale au service d'inspection le 7 mai 2018, complété en dernier lieu en juin 2019, la société AMF QSE, titulaire de l'autorisation en vigueur qui ne porte plus que sur 4 bâtiments (A, B, C et F), sur les 8 initialement autorisés, a informé Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher d'un nouveau projet de modifications des installations qui s'accompagne d'une demande de scission de l'autorisation actuelle pour prendre en compte la vente au profit de 2 investisseurs différents des 4 bâtiments d'entreposage de la plateforme logistique, chacun souhaitant disposer de sa propre autorisation. Un premier investisseur dispose de la propriété des bâtiments B, C et F déjà construits, et un second de la propriété du bâtiment A (le plus proche de la gare de péage) à construire.

A l'appui des éléments développés ci-avant dans le corps du présent rapport, l'inspection des installations classées considère que le projet de modification des installations présenté par la société AMF QSE ne présente pas un caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement, nécessitant une nouvelle demande d'autorisation environnementale, pour les raisons suivantes :

- ✓ Le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement. Dans ce contexte, la substantialité de la demande s'apprécie au regard des critères 2 et 3 précités. De l'examen de ces critères il ressort que :
- ✓ Le projet n'atteint pas des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement :
 - pour les bâtiments A, B, C et F regroupés, ou A séparé des B, C et F dans le cadre du projet de scission en 2 autorisations, aucun seuil SEVESO (haut au bas) n'est franchi, que ce soit par dépassement direct ou par application de la règle du cumul.
 - Les modifications proposées n'entraînent pas de dépassement des seuils fixés par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33 , R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement (utilisation de solvants organiques).
- ✓ Le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de considérer le projet porté par la société AMF QSE à sa connaissance, préalablement à sa réalisation, comme une modification simplement notable, et de l'encadrer par le biais de prescriptions complémentaires à prendre dans les formes prévues par les dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

A cet effet, il est joint au présent rapport 2 projets d'arrêté. Un pour le bâtiment A et un pour les bâtiments B, C et F dans la cadre du projet de scission.

En application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose également à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de solliciter l'avis du CODERST sur les 2 propositions d'arrêté préfectoral jointes.

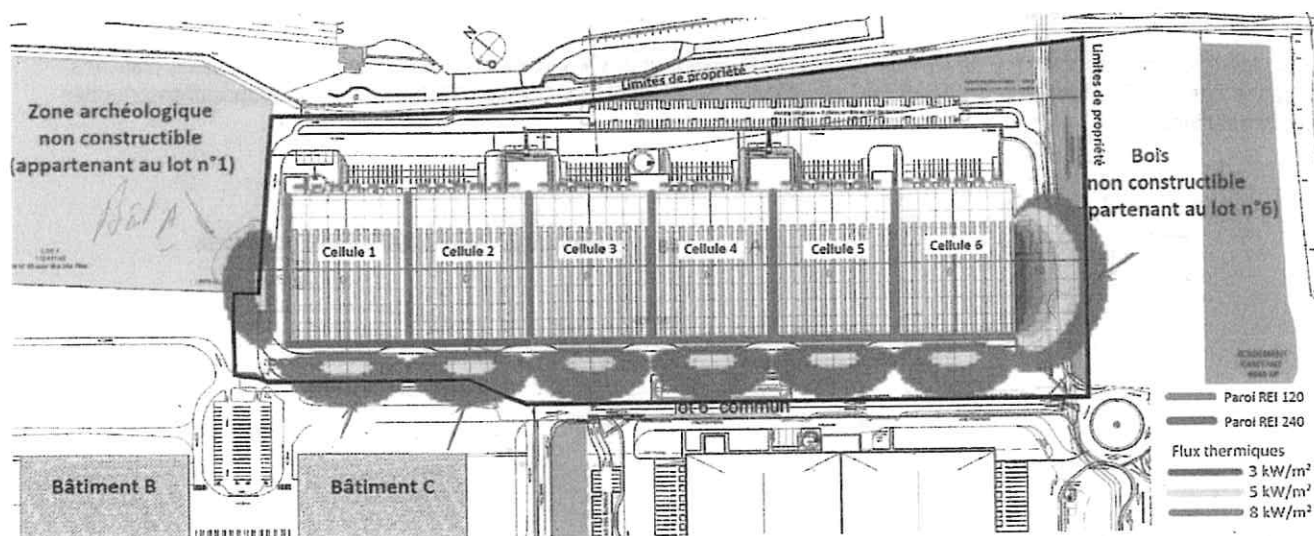
L'inspecteur des installations classées,

Pour le Directeur,
Le Chef de L'unité départementale de Loir-et-Cher,

Copie : DREAL (SRCT)

Annexe 1 – Modélisation graphique de l'incendie du bâtiment A modifié.

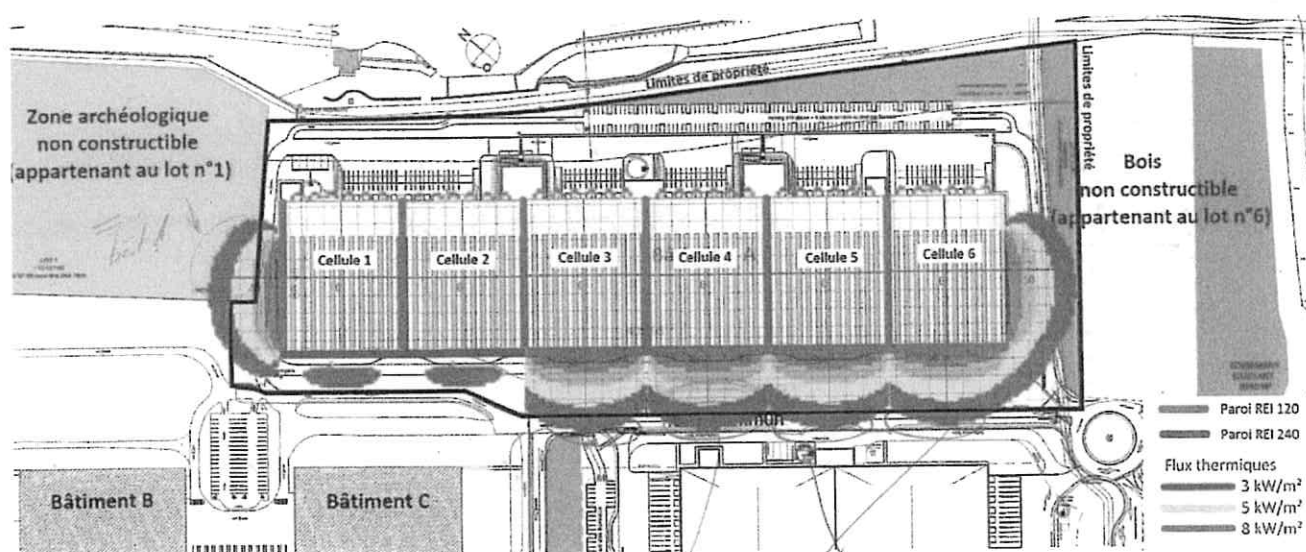
Zone enveloppe des flux thermiques de 3, 5 et 8 kW /m² : produits de type 1510 dans toutes les cellules



La zone archéologique appartient à l'emprise foncière du bâtiment A (lot n°1) et le bois non-constructible aux voiries communes de l'ensemble de la plate-forme logistique.

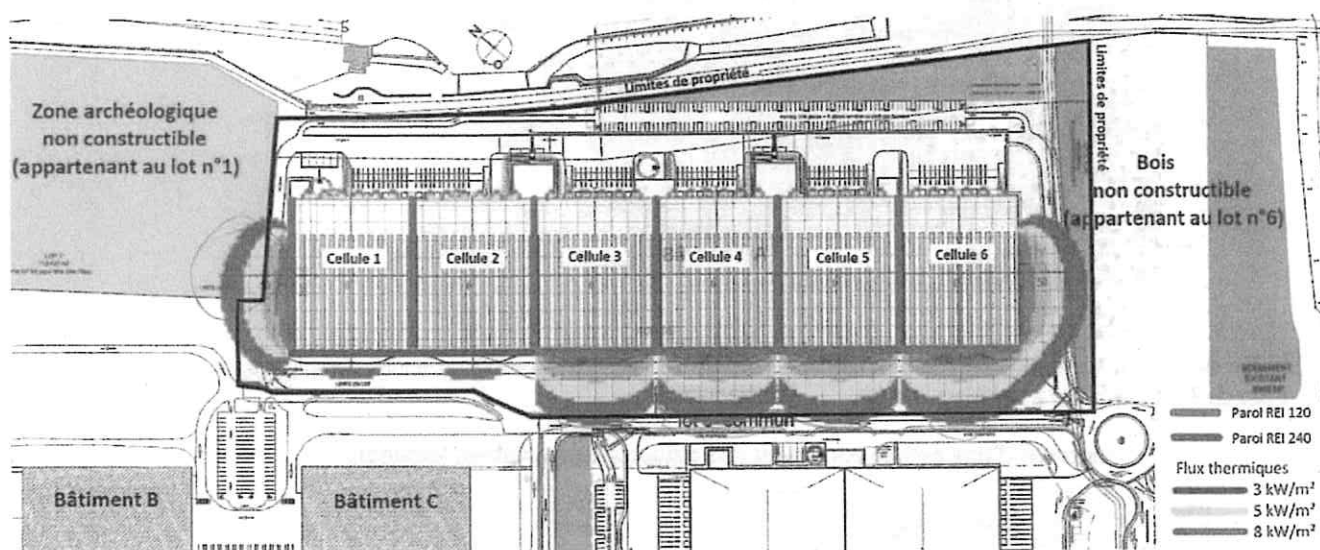
En intégrant la remarque ci-dessus (valable pour tous les scénarii), on admet que seul le flux thermique de 3 kW/m² impacte l'espace vert des bâtiments B et C (Prologis) et la voirie commune (lot 6). Les flux thermiques de 5 et 8 kW/m² restent contenus sur le site.

Zone enveloppe des flux thermiques de 3, 5 et 8 kW /m² : produits de type 1530 dans toutes les cellules



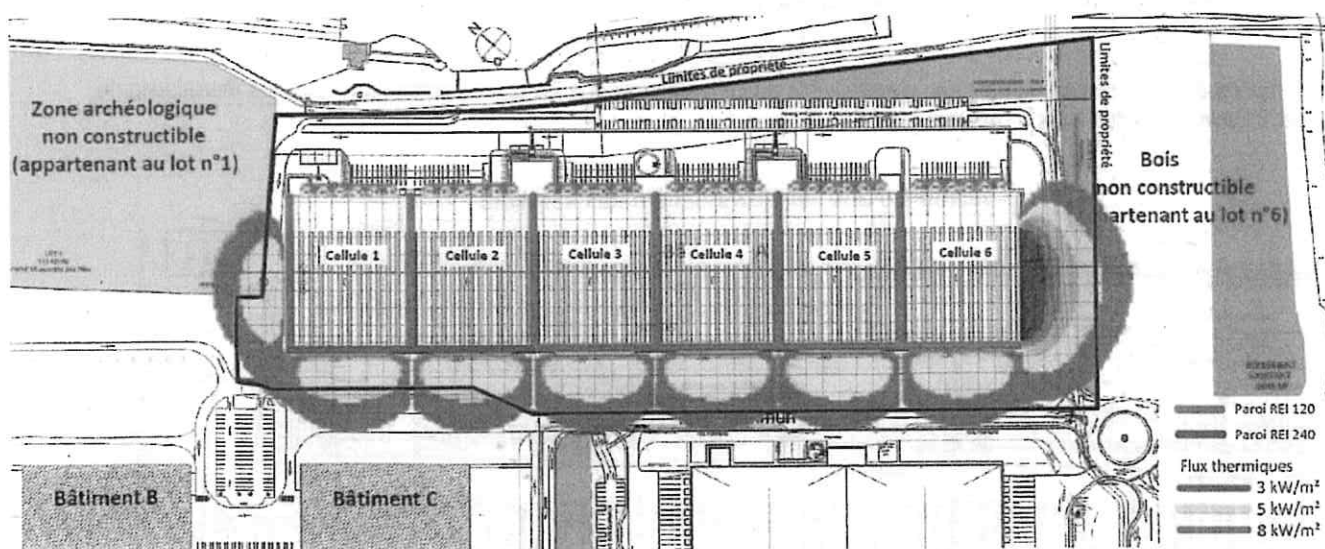
Le flux thermique de 3 kW/m² impacte l'espace vert des bâtiments B et C (Prologis) ainsi que la voirie commune (lot 6). Les flux thermiques de 5 et 8 kW / m² restent contenus sur le site.

Zone enveloppe des flux thermiques de 3, 5 et 8 kW /m² : produits de type 1532 dans toutes les cellules



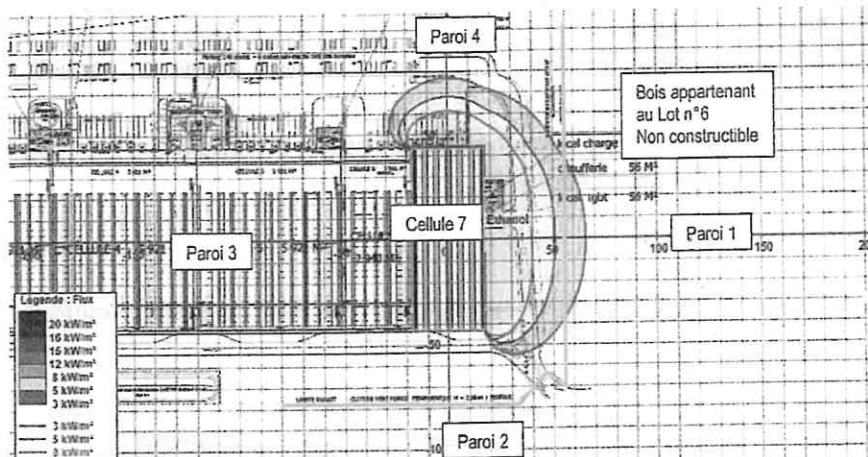
Le flux thermique de 3 kW/m² impacte l'espace vert des bâtiments B et C (Prologis) ainsi que la voirie commune (lot 6).
Les flux thermiques de 5 et 8 kW/ m² restent contenus sur le site.

Zone enveloppe des flux thermiques de 3, 5 et 8 kW /m² : produits de type 2662 \ 2663 dans toutes les cellules.

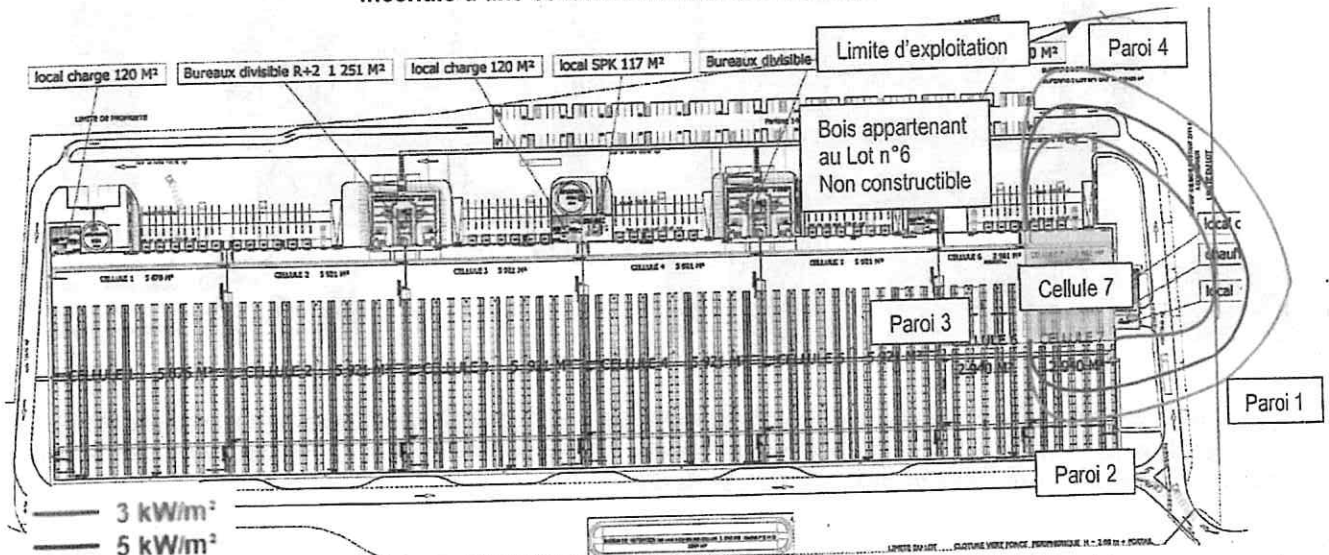


Le flux thermique de 3 kW/m² impacte l'espace vert des bâtiments B et C (Prologis) ainsi que la voirie commune (lot 6). Le flux thermique de 5 kW/m² impacte très légèrement l'espace vert des bâtiments B et C (Prologis) ainsi que la voirie commune (lot 6). Le flux de 8 kW/ m² reste maintenu sur le site.

Incendie d'une cellule contenant des liquides inflammables (éthanol)

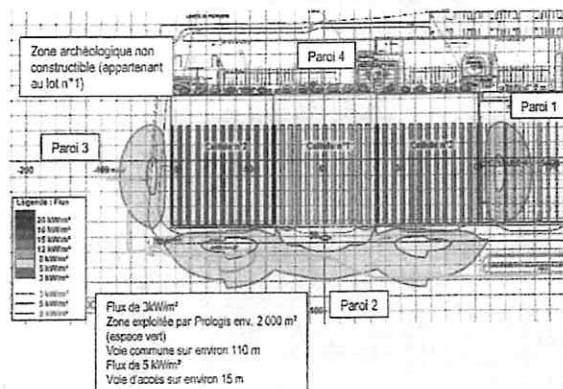


Incendie d'une cellule contenant des aérosols

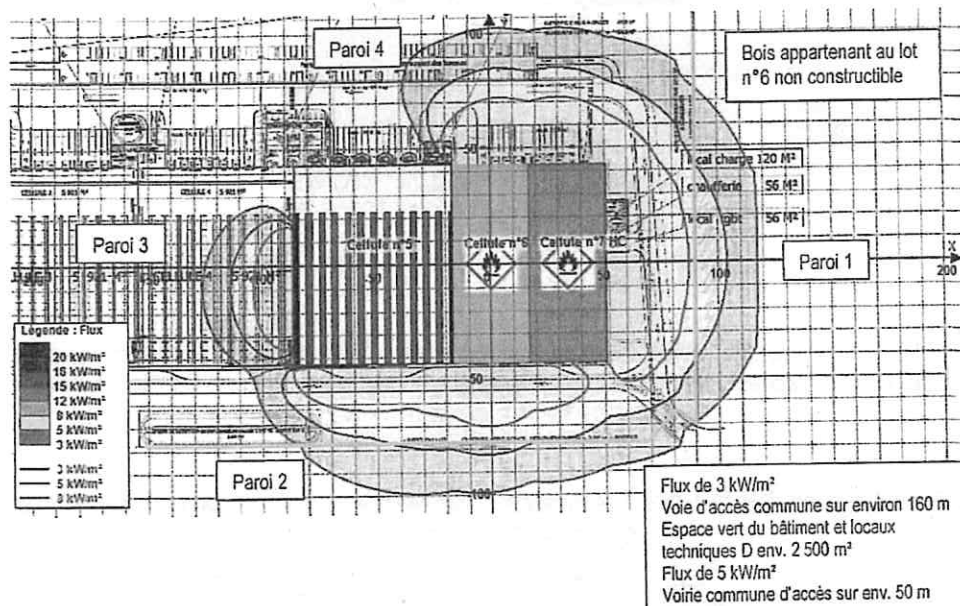


Les flux thermiques de 3, 5 et 8 kW/m² sortent sur le bois non constructible du lot 6 qui constitue les voiries communes.

Incendie généralisé à 3 cellules (1,2 et 3, cas majorant : cellules plus proches de la limite du site), contenant des produits de type 1510.

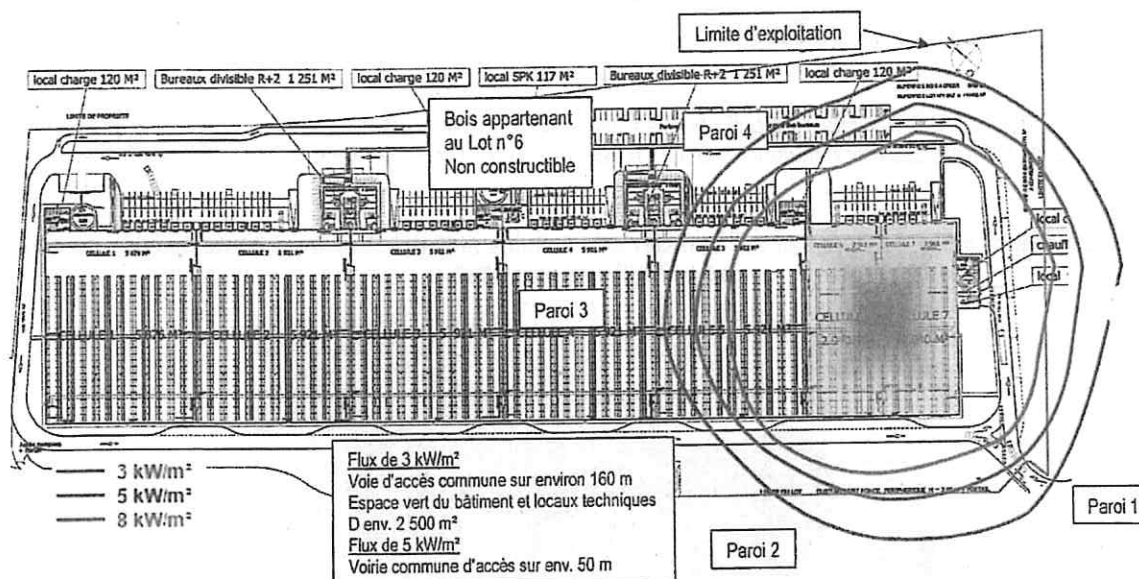


Incendie généralisé à 3 cellules (5, 6 et 7 : cas majorant) contenant des produits de type 1530 (cellule 5 de 6000 m²) et des liquides inflammables (hydrocarbures dans les cellules 6 et 7 de 1500 m² chacune).



Le flux thermique de 3 kW/m² impacte l'espace vert du bâtiment D, sa voie engins et ses locaux techniques (local de charge, local sprinkler et local surpresseur destiné à l'alimentation des colonnes sèches), ainsi que la voirie commune. Le flux thermique de 5 kW/m² atteint la voirie commune. Le flux thermique de 8 kW/m² reste contenu dans l'emprise du site.

Incendie généralisé à 3 cellules (6, 7 et 7') contenant des liquides inflammables (hydrocarbures) dans la cellule 6 de 3000 m² et 7' de 1500 m², et des aérosols dans la cellule 7 de 1500 m² (seule cellule admettant ce type de produit)



L'espace boisé appartenant au lot 6 (voiries communes) est impacté par les flux de 3, 5 et 8 kW/m². Le flux thermique de 3 kW/m² impacte les espaces verts du bâtiment D, sa voie engins, ainsi que ses installations techniques (local de charge, local sprinkler et local surpresseur destiné à l'alimentation des colonnes sèches), Le flux de 5 kW/m² impacte la voirie commune.

Annexe 2 : représentation des flux thermiques majorants (courbe enveloppe), pour les bâtiments B, C et F.

